

## **OSONS UN CHANTIER PROVINCIAL SUR L'ÉDUCATION.**

*Cynthia Sanlian est présidente de la **Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM)**. La JCCM compte plus de 1 600 membres et a pour mission de favoriser le développement professionnel et personnel des jeunes gens d'affaires de Montréal, de promouvoir leurs intérêts et de contribuer à l'essor du milieu dans lequel ils évoluent.*

Jeudi prochain, plus de 110 000 étudiants ont prévu de débrayer à travers la province dans le cadre d'une manifestation visant à contrer la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement en mars dernier.

Si un consensus règne autour de la nécessité d'accroître le financement de nos universités, une mésentente demeure quand il est question de savoir à qui revient la juste responsabilité de contribuer à cet effort supplémentaire. En mars 2011, quelques jours avant le dévoilement du budget Bachand, la JCCM soutenait que tous les joueurs clés devaient être mis à contribution de façon équitable : le gouvernement, les étudiants et les entreprises<sup>1</sup>. Ainsi, notre organisation mentionnait l'importance du rôle que le gouvernement doit jouer quant au maintien de l'accessibilité aux universités et donc de la nécessaire augmentation des montants à investir en aide financière. Nous rappelions également la responsabilité qu'ont les universités d'assurer une bonne gouvernance de leurs ressources notamment en mettant sur pied des indicateurs de performance basés sur des données mesurables, évolutives et comparables à ceux des meilleures institutions universitaires. Enfin, nous insistions sur les avantages qu'il existe à tirer parti d'une plus grande collaboration entre le Québec Inc. et les universités, notamment pour les PME qui pourraient ainsi bénéficier d'un accès à moindre frais à la recherche et développement.

Le débat actuel présente une cristallisation de l'argumentaire entre le gouvernement et les étudiantes, ces derniers ayant l'impression de soutenir seules l'effort de financement supplémentaire. Depuis plusieurs années, la JCCM est un observateur privilégié des valeurs de la relève d'affaires. En 2009 ainsi qu'en 2011, elle produisait deux études qui soulignaient la conscientisation de la relève d'affaires face au développement d'une économie du savoir permettant d'assurer la prospérité future du Québec. Mais, la relève est également attachée au principe d'équité et c'est dans l'effort demandé aux étudiants qu'apparaît, selon eux, une certaine forme d'iniquité.

Pour autant, demander au gouvernement de s'engager à plus haute mesure dans le financement de l'enseignement universitaire est peu souhaitable considérant son implication actuelle (Entre 2002-2003 et 2016-2017, les subventions annuelles de fonctionnement du gouvernement du Québec aux universités

---

<sup>1</sup> JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL (2011). « Pour un financement universitaire équitable : la relève aussi doit faire sa part », Montréal [réf. du 8 novembre 2011], <[lettre\\_ouverte\\_pour\\_un\\_financement\\_universitaire\\_equitable\\_11\\_03\\_11.pdf](#)>.

passeront de 1,9 milliard de dollars à 3,3 milliards de dollars.<sup>2)</sup> Dans ce contexte, il est impératif que les étudiants acceptent de faire partie de la solution en appuyant le déplafonnement annoncé des frais de scolarité.

Au-delà de ce constat, il nous apparaît fondamental que le dialogue entre ces deux parties prenantes soit rétabli et qu'un travail profond soit amorcé pour que l'enseignement, plus que jamais, soit érigé par tous au rang de valeur fondamentale pour notre société. La faible valorisation de l'éducation au Québec n'est pas un fait nouveau. Elle demeure une problématique dont plusieurs études<sup>3</sup> ont fait le constat. L'augmentation des frais de scolarité est perçue comme le problème, qu'en est-il cependant de la perception de la valeur de l'éducation reçue en retour ?

Un tel dialogue ne peut toutefois avoir lieu si l'un des principaux acteurs économiques Québécois, nos entreprises, reste absent du débat. Près de la moitié des entreprises québécoises ne voient en effet pas la pertinence de collaborer avec les universités<sup>4</sup> et, comparées à leurs pairs canadiennes, les entreprises québécoises investissent deux fois moins dans leurs universités. Ce chiffre, inquiétant, vient renforcer la perception des représentants de la relève d'affaires qui veut que la collaboration entre les entreprises et les universités soit largement insuffisante pour renforcer la capacité d'innovation de notre société<sup>5</sup>.

Osons, ensemble, tenter de trouver des solutions créatives visant à rehausser la valeur perçue de l'éducation dans notre société. Bien que consciente des implications qu'un tel effort représente, la JCCM encourage la tenue d'un chantier provincial sur l'éducation et se tient à la disposition des organisateurs pour que le point de vue de ses membres y soit partagé. C'est en collaborant ensemble que la communication entre les parties prenantes sera améliorée et que des solutions durables pourront être trouvées, notamment au niveau du financement de nos universités.

---

<sup>2</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2011). « Un plan de financement des universités équitable et équilibré. Pour donner au Québec les moyens de ses ambitions. », Québec [réf. du 8 novembre 2011], <<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2011-2012/fr/documents/education.pdf>>

<sup>3</sup> Ménard, L. Jacques et McKinsey & Company (2009). *Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*, Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec, 67 pgs.

<sup>4</sup> CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, LÉGER MARKETING (2011). « Regard sur les collaborations entre les entreprises et les universités canadiennes », Montréal [réf. du 8 novembre 2011], <[http://www.ccm.ca/documents/activites\\_pdf/autres/2010\\_2011/ccmm\\_rdv-savoir\\_2011\\_fr.pdf](http://www.ccm.ca/documents/activites_pdf/autres/2010_2011/ccmm_rdv-savoir_2011_fr.pdf)>

<sup>5</sup> JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL, SECOR (2011). « La relève du Québec inc. s'exprime », Montréal [réf. du 8 novembre 2011], <<http://www.jccm.org/data/releve2011rapport.pdf>>